

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/60/CHE
31 juillet 2000

(00-3126)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète et notification de mise à jour présentées conformément
à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord
sur les subventions et les mesures compensatoires

SUISSE

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après,
datée du 26 juillet 2000.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
PREMIÈRE PARTIE: INDUSTRIE	2
I. AIDE EN FAVEUR DES ZONES ÉCONOMIQUES EN REDÉPLOIEMENT	2
II. AIDE AUX RÉGIONS DE MONTAGNE	3
SECONDE PARTIE: AGRICULTURE	4
I. LAIT ET PRODUITS LAITIERS	4
a) Nouvelle politique laitière	4
b) Beurre	5
c) Lait écrémé et lait en poudre	6
d) Fromage destiné à la consommation intérieure	7
e) Fromage destiné à l'exportation	8
f) Autres produits laitiers	9
II. BÉTAIL DE RENTE ET D'ÉLEVAGE	10
III. CHEVAUX	11
IV. LAINE	12
V. ŒUFS	13
VI. CÉRÉALES FOURRAGÈRES	15
VII. OLÉAGINEUX	16
VIII. BETTERAVE À SUCRE	18
IX. POMMES DE TERRE	19
X. FRUITS	21
XI. PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMÉS	22

PREMIÈRE PARTIE: INDUSTRIE

I. AIDE EN FAVEUR DES ZONES ÉCONOMIQUES EN REDÉPLOIEMENT

1. Titre du programme

Aide en faveur des régions économiques en redéploiement.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutien de projets d'entreprises du secteur privé qui visent à créer et à conserver des emplois dans des régions en redéploiement économique.

4. Fondement et législation

Décret fédéral du 6 octobre 1995 (nouvelle législation)

Ordonnance fédérale du 10 juin 1996

Ordonnance fédérale du 30 juin 1997, modifiée le 10 juillet 1998

5. Forme de la subvention

L'aide financière est allouée sous forme de:

- i) Exonération des impôts fédéraux (partielle ou totale)
- ii) Bonifications d'intérêts sur les crédits d'équipement
- iii) Garanties accordées sur les crédits d'équipement

6. À qui et comment la subvention est accordée

Un soutien financier est accordé aux entreprises manufacturières et aux entreprises de services dont les activités sont étroitement liées au processus de fabrication. Le montant du crédit d'équipement pris en compte pour les subventions s'élève au maximum à un tiers des coûts du projet d'investissement (immobilisations et coûts de démarrage). Le projet doit être novateur: le produit et le processus de fabrication doivent être technologiquement avancés et permettre à l'entreprise d'accroître sa capacité de soutenir la concurrence en établissant une présence sur les marchés nationaux et internationaux.

Le crédit pour lequel des bonifications d'intérêts peuvent être versées est limité à 5 millions de francs suisses. La subvention maximale qui peut être accordée (Confédération plus Canton) s'élève à 625 000 francs suisses (pour un taux d'intérêt de 5 pour cent).

Selon l'Ordonnance du 10 juin 1996, sont réputées être en redéploiement les zones dans lesquelles:

- a) le chômage moyen au cours des trois dernières années a été supérieur de 10 pour cent au moins à la moyenne nationale;

- b) le nombre des emplois a évolué de manière nettement plus défavorable que la moyenne nationale; ou
- c) des indices clairs montrent qu'une au moins de ces conditions sera remplie à brève échéance, en particulier les perspectives d'évolution défavorables des branches économiques les plus importantes et des plus grandes entreprises.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En 1999, la somme de 36 millions de francs suisses de cautions a été accordée sur la base de la nouvelle législation. Au cours de la même période, la somme de 1,8 million de francs suisses a été versée sous forme de bonifications d'intérêts.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme d'aide reste en vigueur pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 30 juin 2001.

Les durées maximales des aides financières par cas sont de huit ans pour les cautions, de cinq ans pour les contributions à l'intérêt et de dix ans pour l'exonération des impôts.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'effet du programme d'aide sur le commerce est négligeable, sinon inexistant.

II. AIDE AUX RÉGIONS DE MONTAGNE

1. Titre du programme

Cautionnement et contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme vise à permettre la mise à disposition de prêts de capitaux à long et moyen termes en faveur de petits et moyens établissements situés dans les régions de montagne.

4. Fondement et législation

Cette aide financière se base sur la Loi fédérale encourageant l'octroi de cautionnements et de contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne (RS 901.2) du 25 juin 1976. Ces régions sont définies dans Loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne (RS 901.1) du 21 mars 1997.

5. Forme de la subvention

La Confédération encourage l'octroi de cautionnements en accordant des subventions à la Coopérative suisse de cautionnement pour les arts et métiers et en allouant des contributions au service de l'intérêt. La subvention ne porte ni sur un produit ni sur un secteur spécifiques.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le programme s'applique aux cautionnements et aux contributions au service de l'intérêt en faveur de petits et moyens établissements rentables ou susceptibles de se développer, existants ou à créer, dont l'activité est conforme à un programme de développement établi au sens de la Loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne (RS 901.1) du 21 mars 1997. Les prestations ne sont allouées qu'aux établissements qui ne sont pas déjà soutenus d'une autre manière par la Confédération.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En 1999, la Confédération a participé aux pertes sur des crédits cautionnées pour un montant total de 2,9 millions de francs suisses, l'ensemble des engagements fédéraux s'élevant, en fin d'année, à 48,2 millions de francs suisses.

Les contributions au service de l'intérêt versées en 1999 se montent à 0,3 million de francs suisses au total.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme d'aide en faveur des régions de montagne reste en vigueur pour une durée indéterminée.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'effet de la subvention sur le commerce est insignifiant, sinon inexistant.

SECONDE PARTIE: AGRICULTURE

I. LAIT ET PRODUITS LAITIERS

a) Nouvelle politique laitière

L'économie laitière représente la branche la plus importante de l'agriculture suisse; elle rapporte un peu plus du tiers de la valeur brute de la production agricole. Depuis le 1^{er} mai 1999, une politique laitière entièrement nouvelle est en vigueur. Axée sur le marché, elle ne garantit plus les prix ou les quantités. Seul le système de contingentement du lait est maintenu. L'ancien système, décrit de manière exhaustive dans le même document l'an dernier et fondé sur un prix fixe consenti par l'État à l'agriculteur pour le lait, est abandonné en faveur de quelques subventions clairement définies pour la commercialisation de produits laitiers spécifiés, particulièrement le beurre et le fromage. Les organisations dominées par l'État qui réglementaient les importations de beurre et les exportations de fromage, à savoir la Butyra et l'Union suisse du fromage, ont été dissoutes. L'initiative privée, le savoir-faire et l'autoresponsabilité, du stade de la production à celui de la vente, détermineront à l'avenir les succès commerciaux des producteurs. La réglementation se limite à un certain nombre de mesures financières mentionnées ci-après. En raison de la transition entre l'ancien et le nouveau régime du marché du lait en 1999, les données financières sur le marché du lait doivent être regroupées. Pour plus de clarté, les rubriques et les chiffres relatifs aux subventions versées entre janvier et avril 1999 (ancien système) sont intégrés à ceux qui figurent ci-après et qui, autrement, représentent le nouveau système depuis mai 1999.

b) Beurre

1. Titre du programme de subventions

Contributions pour le beurre.

2. Période sur laquelle porte la notification

À partir du 1^{er} mai 1999 (voir le point I a) ci-dessus).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Certaines variétés de beurre bénéficient d'une subvention par unité vendue qui leur permet d'être concurrentielles sur le marché intérieur des matières grasses de toutes sortes.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture;
- deux ordonnances fédérales en date du 7 décembre 1998 concernant les mesures de transition et le soutien des prix.

5. Forme de la subvention

Les subventions consistent en contributions financées par l'État pour le beurre de table, le beurre de cuisine et le beurre fondu. Le montant total de ces contributions atteint 89,7 millions de francs suisses.

Toutes ces contributions sont versées par l'Office fédéral de l'agriculture.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les contributions à l'égard de la réduction des prix sont accordées aux fabricants (un certain montant par unité) et sont versées une fois par mois.

7. Montant unitaire de la subvention

Les subventions à l'égard du beurre varient selon l'emballage (beurre de cuisine) et l'utilisation (beurre fondu).

(en francs suisses par kg)

Année	Beurre de choix	Beurre de cuisine	Beurre fondu
À partir du 1 ^{er} mai 1999	1,27	2,71 ou 4,25	4,66 ou 7,92

La contribution moyenne s'élève à environ 3,15 francs suisses par kg.

8. Durée de la subvention

Les contributions ne sont ni limitées ni différenciées selon la saison ou autrement. Toutefois, leur montant sera graduellement réduit à l'avenir en raison de la nouvelle politique laitière. Le montant total versé se rapporte à l'année de compte.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerceProduction, commerce et consommation (en tonnes)

Année 01.01.1999 au 31.12.1999	Production	Importations	Consommation et exportations incorporées dans les produits transformés
1999	37 200	4 700	41 900

La Suisse n'exporte pratiquement aucun beurre frais.

c) Lait écrémé et lait en poudre

1. Titre du programme de subventions

Contributions pour le lait écrémé et pour le lait écrémé en poudre.

2. Période sur laquelle porte la notification

À partir du 1^{er} mai 1999 (voir le point I a) ci-dessus).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutien du prix du lait.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture;
- deux ordonnances fédérales en date du 7 décembre 1998 concernant les mesures de transition et le soutien des prix.

5. Forme de la subvention

Les subventions consistent en contributions financées par l'État pour le lait écrémé et le lait écrémé en poudre. Le total des contributions atteint 32,0 millions de francs suisses.

Toutes ces contributions sont versées par l'Office fédéral de l'agriculture.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires sont les éleveurs qui utilisent du lait écrémé ou les fabricants de produits spéciaux tels la caséine acide, les caséinates ou les succédanés du lait. La subvention est versée tous les mois.

7. Montant unitaire de la subvention

La contribution versée varie de 12 à 15 centimes le kg de lait écrémé et est fixée à 1,21 franc pour le lait écrémé en poudre.

8. Durée de la subvention

Les contributions ne sont ni limitées ni différenciées selon la saison ou autrement. Toutefois, leur montant sera réduit progressivement dans l'avenir en raison de la nouvelle politique sur le lait qui vient d'être adoptée. Le montant total versé se rapporte à l'année de compte.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Année	Production de lait écrémé de transformation	Production de lait écrémé en poudre de transformation
1999 à partir du 01.05.1999	100 094	12 959

d) Fromage destiné à la consommation intérieure

1. Titre du programme de subventions

Réduction spéciale de prix pour certains fromages à pâte molle ou mi-dure.

2. Période sur laquelle porte la notification

À partir du 1^{er} mai 1999 (voir le point I a) ci-dessus).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Permettre aux fabricants de fromages de payer un prix adéquat pour le lait aux producteurs et en même temps d'offrir leurs fromages à prix compétitif aux revendeurs.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture;
- deux ordonnances fédérales en date du 7 décembre 1998 concernant les mesures de transition et le soutien des prix.

5. Forme de la subvention

Certains fromages à pâte molle ou mi-dure bénéficient d'une contribution sur la base du kilogramme vendu en Suisse. Le total de cette contribution atteint 19,3 millions de francs suisses.

Toutes ces contributions sont versées par l'Office fédéral de l'agriculture.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions sont accordées aux fabricants de fromages sous forme d'une réduction de prix par kg de fromage.

7. Montant unitaire de la subvention

Entre 0,35 et 1,90 franc suisse le kg.

8. Durée de la subvention

Année de compte.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Année	Production totale (en tonnes)	Dont subventions à la consommation intérieure (en tonnes)
À partir du 01.05.1999	89 500	12 276

e) Fromage destiné à l'exportation

1. Titre du programme de subventions

Contribution à l'exportation pour le fromage.

2. Période sur laquelle porte la notification

À partir du 1^{er} mai 1999 (voir le point I a) ci-dessus).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Permettre aux fabricants de fromages de payer un prix adéquat pour le lait aux producteurs et en même temps d'offrir leurs fromages à prix compétitif aux revendeurs.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture;
- deux ordonnances fédérales en date du 7 décembre 1998 concernant les mesures de transition et le soutien des prix.

5. Forme de la subvention

La subvention consiste en une contribution spécifique pour chaque kg de fromage vendu à l'étranger. Le montant total de la contribution atteint 82,8 millions de francs suisses.

Toutes ces contributions sont versées par l'Office fédéral de l'agriculture.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions sont accordées aux vendeurs de fromages sous la forme d'une réduction du prix par kg de fromage exporté.

7. Montant unitaire de la subvention

Entre 1 et 5,30 francs suisses le kg.

8. Durée de la subvention

Année de compte.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Année	Production totale (en tonnes)	Dont subventions à l'exportation (en tonnes)
À partir du 01.05.1999	89 500	26 936

f) Autres produits laitiers

1. Titre du programme de subventions

Subventions à l'exportation pour les autres produits laitiers.

2. Période sur laquelle porte la notification

À partir du 1^{er} mai 1999 (voir le point I a) ci-dessus).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention vise à préserver les exportations traditionnelles des autres produits laitiers. Elle est versée sur la base de la quantité de lait utilisée pour fabriquer ces produits.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture;
- deux ordonnances fédérales en date du 7 décembre 1998 concernant les mesures de transition et le soutien des prix.

5. Forme de la subvention

Paiement aux exportateurs d'autres produits laitiers.

Toutes ces contributions sont versées par l'Office fédéral de l'agriculture.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les exportateurs d'autres produits laitiers touchent un paiement sur la base de la quantité de lait entier utilisée pour fabriquer les produits en question. Le montant total de cette contribution atteint 19,4 millions de francs suisses.

7. Montant unitaire de la subvention

Il s'agit d'une contribution à l'exportation de 40 centimes par kg de lait utilisé dans la fabrication des produits laitiers suivants:

- i) crème;
- ii) lait écrémé en poudre et lait en poudre;
- iii) yaourt;
- iv) produits aromatisés ou additionnés de fruits, de noix ou de cacao.

8. Durée de la subvention

Année comptable correspondant au compte laitier.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les chiffres suivants représentent les montants accordés en subventions à l'égard des divers produits:

Produit	Tonnes
Crème	622
Lait écrémé en poudre et lait en poudre	6 861
Yaourt	563
Produits aromatisés ou additionnés de fruits, de noix ou de cacao	2 427

II. BÉTAIL DE RENTE ET D'ÉLEVAGE1. Titre du programme de subventions

Subventions à l'exportation.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le Conseil fédéral prend des mesures en vue de maintenir la production indigène de bétail de rente et d'élevage dans les régions de montagne.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture.

5. Forme de la subvention

Contributions (dons).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Des subsides sont alloués pour aligner les prix des animaux exportés sur ceux qui sont pratiqués sur les marchés d'exportations traditionnels. Les contributions consistent en un montant de base fixe et un montant variable dépendant de la qualité de l'animal; elles sont versées à concurrence d'un montant maximum.

7. Montant unitaire de la subvention

Total (en milliers de francs suisses)

	1999
Subventions aux exportations	698

Par unité (en moyenne, francs suisses par unité de bétail)

	1999
Subventions aux exportations	1 401

8. Durée de la subvention

Les subventions aux exportations sont en application depuis 1954.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les primes à l'exportation ont permis de maintenir les exportations traditionnelles de bétail, dans l'intérêt de l'élevage des régions de montagne principalement.

Production et exportations de bestiaux d'élevage et de rente

(Nombre de têtes)

Année	Production de veaux jusqu'à un an	Exportations de génisses, vaches et taureaux
1999	250 000 ¹	498

Chaque année, la Suisse importe quelque 1 000 têtes de bétail de rente.

III. CHEVAUX

1. Titre du programme de subventions

Subventions à l'exportation.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le Conseil fédéral prend des mesures pour maintenir un élevage chevalin indigène adapté aux besoins de l'agriculture et de l'armée. Ces mesures s'appliquent au cheval des Franches-Montagnes, au demi-sang, au cheval Hafling et au mulet.

¹ Estimation.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture.

5. Forme de la subvention

Une aide financière fédérale à l'exportation est accordée aux éleveurs pour l'exportation de chevaux appartenant aux races encouragées par la Confédération. Le montant total des subsides à l'exportation s'est élevé à 134 000 francs suisses en 1999.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux éleveurs qui exportent.

7. Durée de la subvention

La subvention est en application depuis 1960.

8. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Cheptel et commerce²
(Nombre de têtes)

Année	Cheptel	Importations	Exportations
1999	46 000	2 803	848

La plupart des exportations ne sont pas subventionnées (les subventions portent sur environ 100 têtes par an).

IV. LAINE

1. Titre du programme de subventions

Acquisition de laine indigène.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'effectif des moutons se monte actuellement à environ 440 000 têtes, dont la grande majorité se trouve dans les régions de montagne. La subvention accordée permet à l'industrie lainière suisse d'acquérir la laine du pays, tout en garantissant aux producteurs une contribution à leurs coûts de production.

² Le recensement est effectué au mois d'avril de chaque année. Les chevaux destinés à l'abattage ne sont pas inclus.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture.

5. Forme de la subvention

La Centrale de la laine indigène (CLI), un organe de la Fédération ovine suisse, achète la laine indigène auprès des producteurs. Le prix reçu par le producteur est composé, d'une part, de la contribution fédérale fixée par le Département de l'économie publique et, d'autre part, d'un montant qui varie selon les prix obtenus par la CLI lors de la revente sur le marché. La Confédération rembourse à la CLI les pertes résultant de son activité à concurrence d'un montant maximum fixé à 200 000 francs suisses par an.

La Confédération alloue une contribution annuelle à concurrence de 1,0 million de francs suisses.

La subvention prend la forme d'une part d'un soutien des prix, qui résulte de la différence entre le prix fixé par le Conseil fédéral et le prix du marché, et d'autre part du remboursement des pertes subies par la CLI lors de l'acquisition de la laine. Ce remboursement couvre en principe la différence de prix citée et le montant variable accordé par la CLI.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La grande partie est accordée au producteur par le biais du prix payé par la CLI. Le reste sert à couvrir le déficit de la CLI.

7. Montant unitaire de la subvention

Année	Total (en milliers de francs)	Unitaire (en francs par tonne)
1999	1 000	1 740

8. Durée de la subvention

La subvention a été instaurée en 1962. Elle est versée en deux tranches annuelles.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

(en tonnes)

Année	Production	Importations	Exportations
1999	460	1 273	634

V. OEUFS

1. Titre du programme de subventions

Caisse de compensation des prix des œufs et des produits à base d'œufs.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le but de la subvention est de favoriser l'écoulement des œufs du pays.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture;
- Ordonnance du 7 décembre 1998 sur le marché des œufs.

5. Forme de la subvention

Contributions (dons).

6. À qui et comment la subvention est accordée

La caisse de compensation du prix des œufs et des produits à base d'œufs est alimentée exclusivement par les parts de droits de douane à affectation spéciale perçues sur les importations d'œufs et de produits à base d'œufs. Elle couvre les dépenses des organisations chargées du ramassage, du transport et de la distribution des œufs indigènes destinés aux importateurs dans le cadre de leur prise en charge obligatoire (importations à l'intérieur du contingent tarifaire uniquement). Elle peut également subventionner d'autres mesures tendant à faciliter l'écoulement des œufs du pays (œufs cassés et réduction de prix).

7. Montant de la subvention

Année	Montant total (en millions de francs suisses)
1999	6,0

8. Durée de la subvention

Les versements sont habituellement opérés sur une base mensuelle au cours d'une année civile.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation d'œufs en coquille (en millions de pièces).

Année	Production	Importations	Consommation
1999	680	388	912

Les exportations sont insignifiantes.

VI. CÉRÉALES FOURRAGÈRES

1. Titre du programme de subventions

Primes pour la promotion de la culture des céréales fourragères, à l'exception du maïs et des légumineuses à graines.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les primes de culture pour les céréales fourragères constituent une des mesures visant à sauvegarder la sécurité alimentaire et le revenu paysan.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture.

5. Forme de la subvention

Il s'agit d'un versement accordé au producteur (don).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Des primes de culture proportionnées à la surface cultivée sont allouées aux producteurs indigènes d'avoine, de triticales, d'orge, d'engrain, d'amidonnier, de pois protéagineux et de féveroles.

Pour le financement de ces primes, il est fait recours au produit des parts de droits de douane à affectation spéciale perçues sur les matières fourragères importées.

Les primes sont allouées annuellement dans le budget de la Confédération.

7. Montant unitaire de la subvention

En 1999, les montants suivants par hectare ont été versés (en francs suisses):

Orge, triticales, avoine, engrain et amidonnier	770
Féveroles et pois protéagineux	1 260
Plantes à fibres, colza pour des usages techniques	2 000

Pour les féveroles et les pois protéagineux, la prime de culture, quelle que soit la surface, s'est élevée en 1999 à 1 260 francs suisses par hectare.

8. Durée de la subvention

La mesure a été introduite en 1951.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation
(compte non tenu des variations de stocks)

Orge, avoine, triticales, féveroles, pois protéagineux			
Année	Production (en milliers de tonnes)	Importations (en milliers de tonnes)	Consommation (en milliers de tonnes)
1999	343	27	370

VII. OLÉAGINEUX1. Titre du programme de subventions

Soutien des prix.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les mesures en faveur de la culture des champs visent à maintenir une surface minimum de culture des oléagineux, à la fois pour des raisons biologiques liées à la nécessité d'une certaine diversification des cultures et pour des raisons de sécurité alimentaire.

4. Fondement et législation

- Loi du 3 octobre 1951 sur l'agriculture.

5. Forme de la subvention

La subvention prend la forme d'un versement annuel aux huileries (don).

- a) Colza: les prix de vente de l'huile de colza sont déterminés en fonction des cours des autres huiles comestibles. La subvention est constituée par le remboursement effectué par la Confédération aux huileries de la perte résultant de la différence entre leur prix de revient et le prix de vente de l'huile et de tourteau de colza.
- b) Soja et tournesol: les prix de vente des graines de soja et de tournesol aux huileries sont déterminés en fonction de la situation des marchés mondiaux et des prix pratiqués sur ceux-ci. La subvention est constituée par la différence, qui est prise en charge par la Confédération, existant entre le prix à l'importation et le prix de cession des huileries.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention à la culture des oléagineux consiste en un soutien des prix et revenus sous forme d'une garantie de prise en charge et de prix pour les graines de colza, de soja et de tournesol. Cette garantie se concrétise par un versement aux huileries pour garantir les prix.

Le Conseil fédéral fixe la surface pour laquelle il garantit aux producteurs l'achat des oléagineux récoltés. Cette surface est de 21 000 hectares, avec une limitation supérieure de la part attribuée à la culture de colza de 16 000 hectares. Le Conseil fédéral fixe le prix à la production en tenant compte des frais de production, des rendements et des possibilités d'utilisation.

7. Montant annuel de la subvention

Année	Total (en milliers de francs suisses)	Par tonne de graines (en francs suisses)
	Colza	
1999	28 700	748
	Soja	
1999	6 151	810
	Tournesol	
1999	1 900	383

8. Durée de la subvention

Les huileries ont obtenu sur la base de l'Ordonnance du 16 juin 1986 une contribution annuelle de la Confédération qui s'élève aux déficits qui découlent de la transformation indigène de la récolte de colza. La culture de soja est soutenue depuis la récolte de 1988 au moyen de la même garantie de prix et de prise en charge valable pour la surface de 2 000 hectares affectée au départ. Depuis 1994, la réglementation couvre aussi les tournesols pour la production d'huile comestible. L'Ordonnance du 24 mai 1995 sur les oléagineux a remplacé les Ordonnances sur le colza, le soja et le tournesol. En même temps, la surface d'oléagineux a été limitée à 20 000 hectares, la surface de colza ne devant pas dépasser 16 000 hectares. Conformément à l'Ordonnance du 28 mai 1997, la superficie des cultures d'oléagineux est limitée à 21 000 hectares, et celle du colza reste limitée à 16 000 hectares. En fait, la superficie des cultures d'oléagineux n'a jamais atteint 20 000 hectares (1997: 18 115; 1998: 19 216; 1999: 18 708)

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La subvention a permis de maintenir une surface minimum de culture des oléagineux. La production indigène atteint en moyenne 20 à 25 pour cent de la consommation suisse d'huiles et de graisses végétales.

Production, commerce et consommation

(en tonnes)

Année	Colza	
	Production de graines de colza	Consommation d'huile de colza
1999	38 376	17 694

Les importations de graines et d'huile de colza sont négligeables. Il n'y a pas d'exportations.

(en tonnes)

	Soja		
Année	Production de graines de soja	Importations de graines de soja	Exportations d'huile de soja
1999	7 590	100 152	14 100

(en tonnes)

	Tournesol		
Année	Production de graines de tournesol	Importations de graines de tournesol	Exportations d'huile de tournesol
1999	4 962	22 980	231

VIII. BETTERAVE À SUCRE

1. Titre du programme de subventions

Mandat de transformation pour les sucreries.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les deux sucreries se sont engagées à produire entre 120 000 et 185 000 tonnes de sucre à partir de la betterave à sucre indigène. Pour s'acquitter de ce mandat, elles obtiennent une allocation fixe du gouvernement fédéral.

4. Fondement et législation

- Article 54 de la Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture.

5. Forme de la subvention

Allocation fixe pour la production de sucre.

6. À qui et comment la subvention est accordée

L'allocation fixe est versée aux sucreries. Si, après déduction des droits de douane à la frontière, le prix moyen du sucre s'écarte de la fourchette des 35 à 45 francs/dt, l'excédent ou le déficit est pris en compte dans la détermination de la compensation à verser pour la période suivante. En outre, les sucreries doivent se plier aux conditions suivantes:

- Elles passent des contrats avec les organisations de producteurs pour obtenir la quantité nécessaire de betteraves à sucre et déterminer les critères de répartition entre les divers producteurs.
- Elles passent des contrats avec les organisations de producteurs pour fixer le prix des betteraves et autres conditions.

- Elles vendent aux prix du marché le sucre et les sous-produits résultant de la transformation des betteraves à sucre.
- Elles organisent le traitement à coût réduit.

Les paiements sont versés à partir du budget de la Confédération pour l'année suivante.

7. Montant unitaire de la subvention

Année	Total (en milliers de francs suisses)	Francs par 100 kg de sucre indigène raffiné
1999	45 000	25

8. Durée de la subvention

La subvention est versée pour une période de quatre ans (du 1^{er} octobre 1999 au 30 septembre 2003).

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation de sucre (en tonnes).

Année	Production	Importations ³	Exportations ⁴
1999	176 865	136 718	347

IX. POMMES DE TERRE

1. Titre du programme de subventions

Soutien des prix.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La culture de la pomme de terre doit être maintenue pour assurer la sécurité alimentaire.

Lorsque les conditions climatiques sont bonnes, la production excédentaire fait baisser les revenus des producteurs, auquel cas la subvention sert à promouvoir l'utilisation de la pomme de terre pour l'alimentation humaine ou animale.

³ Numéros du tarif douanier: 1701.1100/1200/9100/9900/9991/9999.

⁴ *Id.* 9.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture.

5. Forme de la subvention

Les subventions prennent les formes suivantes:

Utilisation de la pomme de terre: subsides en faveur de l'affouragement (pommes de terre fraîches), du stockage de pommes de terre de table, de la transformation des pommes de terre à des fins d'affouragement, et de la déshydratation et de l'exportation de semences de pommes de terre et de différents produits de la pomme de terre.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les types de subventions sont les suivants:

La Confédération mandate les organisations intéressées pour qu'elles trouvent des débouchés pour les pommes de terre qui ne peuvent être vendues sur le marché, et accorde des subventions à cette fin. Elle prend d'autres mesures pour écouler la production de pommes de terre. Les subventions et autres mesures doivent tendre à l'adaptation de la production des pommes de terre aux possibilités de commercialisation.

Les subventions à l'exportation sont versées directement aux exportateurs des produits de la pomme de terre.

Année 1999	Millions de francs suisses	Francs suisses/tonne
1. Mandat d'utilisation des pommes de terre	11,42	185
2. Mandat d'utilisation des semences de pommes de terre	0,10	436
3. Exportation des produits de la pomme de terre	0,94	180
4. Exportation de semences de pommes de terre	0,35	256

7. Montant de la subvention

Utilisation des pommes de terre

(en milliers de francs suisses)

Année	Dépenses totales
1999	12 811

Montant par unité

(francs suisses par tonne)

Année	Utilisation des excédents
1999	187

8. Durée de la subvention

Il s'agit de subventions visant la campagne de 1999.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Production, commerce et consommation (pommes de terre de table, de semence et fourragères)

(en milliers de tonnes)

Année	Récolte	Importations	Exportations	Part de la récolte destinée à l'alimentation humaine en Suisse
1999	484	47	7	290

X. FRUITS

1. Titre du programme de subventions

Mise en valeur de la production indigène.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Offrir des produits à prix compétitifs dans le cadre de la promotion du développement rural. D'autres mesures dans ce secteur visent à éviter un effondrement des prix des produits indigènes.

4. Fondement et législation

- Loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture.

5. Forme de la subvention

L'octroi des subventions s'effectue de manière différente selon leur nature:

Il s'agit de subventions pour encourager l'utilisation des excédents. D'une part, elles sont avant tout destinées aux fabricants de jus de fruits concentrés et couvrent les frais supplémentaires occasionnés par la prise en charge des excédents. D'autre part, les subventions sont accordées aux exportateurs pour permettre les exportations de cerises et de certains produits de fruits, en particulier les concentrés de jus de fruits à pépins vers les débouchés traditionnels. Il s'agit de sommes fixes par unité qui sont déterminées en fonction des conditions du marché.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Cf. réponses à la question 5.

7. Montant unitaire de la subvention

Montant total (en millions de francs suisses)

Année	Total
1999	37,9

Montant par unité

Les montants par unité concernant les autres mesures mentionnées ne peuvent être indiqués, leur importance variant trop selon les conditions et la situation du marché.

8. Durée de la subvention

Pour les mesures institutionnalisées au cours de la période sur laquelle porte la notification, cf. réponses à la question 5.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les subventions ont notamment pour objet de garantir et de préserver les revenus des agriculteurs. La consommation par habitant de fruits sous toutes ces formes étant très élevée en Suisse, la production indigène de fruits ne couvre selon les années qu'environ la moitié des besoins du pays.

Production et commerce

(en milliers de tonnes)

Année	Production		Importations	
	Total ⁵	Dont pommes	Chapitre 08	Position 0808/0809
1999	205	144	441	68

Les quantités de fruits exportés (chapitre 08) se sont élevées à:

1999: 4 788 tonnes

XI. PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMÉS

1. Titre du programme de subventions

Contributions à l'exportation.

2. Période sur laquelle porte la notification

1999.

⁵ Pommes, poires, coings, cerises, prunes et pruneaux, abricots, pêches et baies.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Afin de placer l'industrie alimentaire suisse sur un pied d'égalité avec la concurrence extérieure en ce qui concerne les coûts des matières de base agricoles entrant dans la fabrication des produits agricoles transformés, la loi susmentionnée autorise le gouvernement à accorder des contributions à l'exportation.

4. Fondement et législation

La Loi fédérale du 13 décembre 1974 sur l'importation et l'exportation de produits agricoles transformés, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1976; et l'Ordonnance réglant les contributions à l'exportation de produits agricoles transformés, du 18 octobre 1995.

5. Forme de la subvention

Les contributions sont accordées pour l'exportation de certains produits agricoles de base (produits laitiers, ovoproduits, produits de céréales, sucre et mélasses) tant qu'ils sont exportés sous forme de produits alimentaires transformés. Elles sont calculées suivant la différence entre les prix suisses et les prix étrangers des produits agricoles de base et suivant la quantité de produits agricoles de base utilisée pour la fabrication des marchandises exportées.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les contributions sont versées aux fabricants après l'exportation. Les demandes de contributions peuvent comprendre les exportations effectuées durant une période de un à 12 mois.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total des contributions versées a été de 130,1 millions de francs suisses en 1999.

Les contributions à l'exportation sont calculées et fixées annuellement (et ajustées périodiquement en cas de variations importantes des prix représentatifs en Suisse et à l'étranger) pour chacun des principaux produits agricoles de base utilisés par l'industrie alimentaire sur la base des différences entre prix représentatifs suisses et étrangers. Leur montant par unité de produit transformé dépend, en outre, des quantités de produits agricoles de base entrant dans la fabrication des marchandises exportées.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Les contributions à l'exportation sont en application depuis le 1^{er} juin 1976. Le budget est alloué sur une base annuelle du 1^{er} janvier au 31 décembre.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les contributions à l'exportation permettent de placer, sur les marchés extérieurs, les entreprises suisses dans les mêmes conditions de concurrence que les entreprises étrangères en ce qui concerne les coûts d'acquisition des principales matières agricoles de base.
